

Relever le PCF, réengager le combat révolutionnaire

Le Congrès extraordinaire de notre parti se tiendra dans un contexte de grave malaise social. Le gouvernement d'Emmanuel Macron, le MEDEF et l'ensemble des capitalistes mènent une offensive implacable contre les conditions de vie et les droits démocratiques des travailleurs. Ils s'attaquent violemment à l'emploi, au Code du Travail, à l'Éducation Nationale, à l'ensemble des services publics, à la Sécurité Sociale, aux retraites, aux droits des migrants et demandeurs d'asile, aux citoyens les plus vulnérables. Ils s'efforcent de détruire toutes les conquêtes sociales et politiques du passé, imposant une régression dans tous les domaines. Des lois liberticides rendent la justice plus expéditive, plus arbitraire. La criminalisation du syndicalisme, des opérations violentes menées contre des grévistes et des occupants des facultés ou encore pendant la lutte à Notre-Dame-des-Landes témoignent d'une évolution du régime reposant davantage sur la répression et l'intimidation qui vise à discipliner la société pour mieux la soumettre à sa volonté. L'acharnement de la classe dominante est sans limite. Pour elle, rien n'est sacré, sauf le profit.

Comme dans pratiquement tous les pays européens, la crise sociale s'accompagne d'une montée en puissance des tendances nationalistes et racistes. Les grands médias ont depuis longtemps organisé la promotion du Front National, dont la propagande haineuse vise à dresser les travailleurs les uns contre les autres pour entraver la résistance collective. Aujourd'hui, et dans le même but, le gouvernement d'Emmanuel Macron et de son parti, comme Les Républicains, reprennent à leur compte des pans entiers du programme et de l'idéologie du Front National. Notre lutte contre la régression sociale va de pair avec le besoin d'extirper ce poison nationaliste et raciste.

Tandis que le gouvernement et le patronat dénoncent les « privilèges » des cheminots et des fonctionnaires, les vrais privilégiés que sont les spéculateurs capitalistes sont en train de détruire l'infrastructure productive et sociale de notre pays. Restructurations, délocalisations et fermetures accélèrent sa désindustrialisation. La liste des entreprises annonçant fermetures et suppressions d'emplois ne cesse de s'allonger. Le nombre de personnes sans travail ou en situation de sous-emploi se situe aux alentours de 6 millions. Avec chaque mois qui passe, les chômeurs de longue durée s'enfoncent un peu plus dans la misère. Dans l'un des pays les plus riches du monde, la détresse sociale et le désespoir des plus démunis sont partout visibles, dans la rue, sous les ponts, devant nos portes.

Parallèlement à ce vandalisme économique et social, le capitalisme a ruiné les finances publiques. L'État subventionne massivement les capitalistes, directement ou indirectement. Depuis des décennies, les dépenses de l'État dépassent ses revenus. Plutôt que de taxer les capitalistes et les riches, plutôt que de s'attaquer à la fraude et à l'évasion fiscale, les gouvernements successifs ont opté pour un endettement public de plus en plus massif. Les seuls intérêts versés aux banques, année après année, s'élèvent à plus de 50 milliards d'euros. Et puis, sous prétexte d'assainissement des finances publiques, les moyens accordés aux collectivités locales, aux hôpitaux, à l'Éducation Nationale et aux services publics font l'objet de coupes draconiennes, ce qui n'empêche pas la dette publique de s'aggraver davantage. Ce saccage appelé pudiquement « austérité » ne fait qu'attiser la cupidité des capitalistes et des spéculateurs financiers. L'austérité aggrave la situation économique parce qu'elle mène mécaniquement à une contraction de la demande. À terme, l'augmentation annuelle massive

de la dette risque de mettre le pays dans la même situation de quasi-faillite que l'Espagne ou l'Italie, avec le risque d'une contraction économique encore plus brutale.

Cependant, le contexte particulier du prochain congrès du parti ne limite pas, comme chacun le sait, à la situation sociale et politique dans le pays. Sa convocation s'explique avant tout par le besoin fortement et massivement ressenti chez les communistes de dresser un bilan sans complaisance des orientations prises par sa direction au cours de la dernière période et qui ont abouti à l'effacement du PCF pendant l'élection présidentielle et à un très sérieux recul aux législatives, auxquelles le parti n'a recueilli que 2,7% des suffrages exprimés, soit le plus faible score de son histoire. Tout au long de la période pré-électorale, le parti était paralysé par des prises de position surprenantes, confuses et souvent contradictoires de la part d'une direction divisée. Chez les militants, cela a provoqué du désarroi, mais aussi de la colère, sans parler de la démobilisation, et même de la perte de plusieurs milliers d'adhérents en cours de route. L'ampleur de la débâcle, dont les conséquences viennent se rajouter à celles de l'affaiblissement considérable du parti depuis de nombreuses années (depuis 2006, il a perdu plus de la moitié de ses adhérents), incite beaucoup de camarades à dire de ce prochain congrès qu'il est celui de la « dernière chance ». Nous n'irons pas forcément jusque-là, mais il est certain que le parti se trouve dans une situation très grave dont les causes doivent être rapidement identifiées et corrigées.

On peut toujours rejeter la faute sur des causes extérieures – sur les médias, sur des forces politiques qui ne nous veulent pas que du bien, etc. –, mais sans vouloir nier l'impact de ces facteurs, le fait est que le destin du PCF dépend avant tout de lui-même, de nous-mêmes en tant que militants communistes. C'est à nous de tirer un bilan de l'action du parti. Mais ceci doit être fait dans un esprit constructif et tourné vers l'avenir. Oui, le parti est en difficulté. C'est évident. Mais tout n'est pas perdu et il n'est pas trop tard pour se ressaisir. La situation objective dans le pays nous ouvre – à condition de savoir les exploiter – de grandes possibilités de développement. Le capitalisme exige et impose toujours plus d'« efforts » – pour reprendre la terminologie saugrenue d'Emmanuel Macron – aux retraités, aux chômeurs et aux salariés. L'éducation, la santé et l'ensemble des services publics sont menacés.

Dans ce contexte, on s'attendrait a priori à ce que notre parti, qui s'élève contre cette régression sociale, puisse parvenir à se faire entendre, à élargir ses bases de soutien et à enregistrer quelques progrès sur le plan organisationnel. Et ceci d'autant plus que les luttes mobilisant salariés, étudiants et retraités ont besoin d'une expression politique forte. Ainsi, la situation politique et sociale actuelle ouvre des possibilités de développement non négligeables au PCF. L'effondrement et l'éclatement du Parti Socialiste n'est pas non plus un facteur négatif de ce point de vue. Il n'y a donc aucune raison objective de considérer que les jours du PCF sont comptés. L'élection présidentielle et les élections législatives nous donnaient justement l'occasion d'augmenter la visibilité du parti, de déployer nos forces militantes, de mettre en avant nos dirigeants, de faire entendre et de tester la solidité de notre programme. Dans une période électorale et politique aussi importante, au strict minimum, et indépendamment du résultat final dans les urnes, le parti aurait pu et aurait dû augmenter ses effectifs, élargir ses bases sociales, et renforcer au passage le moral et la combativité de sa base militante. Et si cela n'a pas été le cas – et c'est plutôt l'inverse qui s'est produit –, alors il faut mettre les choses à plat et imposer les changements nécessaires en ce qui concerne la cohérence de notre programme, nos priorités et orientations stratégiques, l'image que renvoie le parti, ainsi que son mode de fonctionnement démocratique. Espérons, justement, en ce qui concerne ce dernier point, que des mécanismes de « verrouillage » que les statuts actuels du parti offrent à ses instances dirigeantes – commissions arbitrairement désignées par les chefs,

auto-renouvellement des instances dirigeantes, marginalisation et obstruction des voix critiques – n’empêchent pas le congrès de déboucher sur le changement de cap nécessaire.

Dans cette contribution, nous ne pouvons bien évidemment pas parler de tout. Nous nous bornerons à ce que nous pensons être les points clés de notre combat pour le redressement politique et organisationnel du parti. Pour commencer, nous aborderons brièvement la question de l’Union Européenne.

L’Union Européenne

L’Union Européenne est au service des grands capitalistes qui dominent le continent. Le pouvoir au sein de l’UE est concentré entre les mains d’une caste de bureaucrates dont la politique est façonnée par les impératifs du capitalisme européen. L’indifférence totale de cette caste à l’égard des conséquences sociales de leurs décisions est illustrée par leur attitude envers le gouvernement Tsipras qui a tenté de négocier avec eux en 2015. Au lieu d’une négociation, l’UE a accablé la Grèce d’une succession d’exigences implacables et destructrices, assorties de menaces et de chantages.

Depuis les années 1950, chaque étape dans l’émergence de ce qui est devenue l’Union Européenne a réorganisé les lois, les traités et les marchés pour répondre aux intérêts des grands groupes industriels, financiers et commerciaux. La concentration du capital est allée de pair avec une forte interpénétration des économies nationales. En les protégeant des taux d’échange variables des anciennes monnaies nationales, la monnaie unique a grandement contribué au renforcement de l’assise internationale des entreprises et banques les plus puissantes.

Alors que chaque nouveau traité dans la « construction européenne » s’est accompagné, dans la propagande libérale, par la promesse d’une croissance économique et d’une stabilité sociale, la réalité a été tout autre. Les grands indicateurs depuis une vingtaine d’années montrent que les années 2007-2009 marquent un tournant dans l’évolution des économies européennes. Dans la période précédente, déjà, les inégalités sociales s’accroissaient dans tous les pays de l’UE. La concentration des richesses allait de pair avec la persistance du chômage de masse et la précarité croissante de l’emploi. Mais la crise de 2007-2009 a accentué ces tendances négatives. La promesse de croissance et de stabilité s’est complètement évaporée. Les économies nationales n’ont connu que de très faibles taux de croissance, quand elles n’ont pas été en récession. L’échec de l’UE fait qu’au lieu de gérer son élargissement et les demandes d’adhésion, elle doit lutter désormais contre le risque de sa dislocation.

Si la situation politique de l’UE diffère d’un pays à l’autre, il y a un point commun entre pratiquement tous les pays membres, à savoir la montée en puissance des mouvements nationalistes et racistes. Les dirigeants de l’UE se moquent des souffrances qu’ils imposent à ceux qui sont « en bas ». Et en retour, leurs victimes considèrent de plus en plus que l’Union Européenne, loin d’être la solution à leurs problèmes, en est la cause. Un aussi vaste continent aux frontières nationales ouvertes exposant les entreprises et l’emploi de chacun à une concurrence féroce suscite les peurs et les insécurités qui sous-tendent les réflexes nationalistes. C’est notamment le cas en Autriche, en Hongrie, en Pologne, en Allemagne, et en Italie.

Au Royaume-Uni, le référendum sur l’appartenance à l’UE a été marqué d’une campagne imprégnée de nationalisme et de racisme de la part du Parti Conservateur et de l’UKIP. Jouant sur les peurs et les préjugés d’une partie de la population, ils prétendaient que l’UE obligeait le Royaume-Uni à accueillir une masse sans cesse grandissante de travailleurs étrangers

profitant des emplois, des logements et des allocations sociales au détriment des Britanniques. Sortir de l'UE, disaient-ils, permettrait de bloquer l'entrée de ces étrangers, voire de les déporter. La régression sociale était mise sur le compte de l'UE, laissant entendre que la sortie du Royaume-Uni signifierait aussi la fin de l'austérité.

En France, le Front National est depuis longtemps porté par un réflexe nationaliste du même ordre. Mais le Front National n'a plus le monopole du « populisme » nationaliste, qui figure en bonne place dans la propagande du gouvernement Macron, des Républicains et de l'ensemble des partis de droite. Le nationalisme est une idéologie extrêmement dangereuse qui, dès lors qu'elle s'installe dans la conscience populaire, est très difficile à enrayer. Il prépare le terrain aux haines raciales et communautaires et favorise le développement de mouvements fascistes. À terme, il peut même ouvrir à voie à la guerre. Les terribles leçons du passé ne doivent pas être oubliées. Le nationalisme est un fléau que les communistes doivent combattre sur tous les plans et de toutes leurs forces.

Avec l'option d'une Europe « unie » autour d'intérêts capitalistes d'un côté, et la menace de replis nationalistes et xénophobes de l'autre, nous sommes pris entre deux feux. Les discours sur le thème de l'« Europe sociale » de la part des partis de gauche sont largement inaudibles parce qu'ils ne correspondent pas du tout à l'expérience collective de l'immense majorité de la population. En l'absence d'un programme politique expliquant la nécessité d'une rupture avec le capitalisme et indiquant comment cette rupture pourrait se réaliser, le ressentiment populaire contre les dictats de l'UE risque de couler davantage dans les canaux du nationalisme.

Les graves dangers que comporte cette situation nous renvoient à notre programme sur la question européenne. En se réclamant d'une « Europe sociale », nous avons voulu nous démarquer des politiques de régression imposées par les forces du capital. Cette démarcation était bien évidemment tout à fait nécessaire. Cependant, les propositions principales que nous avançons manquent de cohésion et ne sont pas à la hauteur des enjeux. Elles ne remettent pas en cause le caractère capitaliste de l'Union Européenne et se bornent à proposer la réforme des institutions existantes. Or, une « Europe sociale » au service des travailleurs du continent est clairement irréalisable sous le capitalisme et dans le cadre de l'Union Européenne.

Prenons par exemple la réforme de la Banque Centrale Européenne, qui constitue le socle même de tout l'édifice de la finance capitaliste européenne. Sa transformation en un instrument de progrès social, agissant contre l'intérêt des capitalistes, est-elle vraiment concevable ? Même si une telle réforme était imaginable, qui la mettrait en application et dans quelles circonstances ? Dans nos publications et dans les interventions de nos dirigeants, on ne trouve nulle part ne serait-ce qu'une tentative de répondre à ces questions.

Les institutions de l'UE, dont la BCE, ont été mises en place pour défendre les seuls intérêts des plus grands groupes capitalistes. Et c'est exactement ce qu'elles font. La BCE est si totalement intégrée aux infrastructures du capital financier que l'on peut difficilement imaginer qu'elle adopte une politique contraire aux intérêts capitalistes sans un bouleversement des rapports de propriété capitaliste à l'échelle continentale. Nous avons besoin d'une alternative à l'Europe capitaliste. Le PCF peut contribuer grandement à l'émergence de cette alternative si, sur son propre terrain, celui de la France, son programme relie les revendications sociales et politiques immédiates à la nécessité de supprimer la propriété capitaliste des banques, de l'industrie et de tous les rouages principaux de l'économie nationale.

Notre hostilité à l'UE capitaliste n'a rien à voir avec le nationalisme. Comme le montre le cas du Royaume-Uni, l'idée que les travailleurs puissent résoudre ou atténuer la crise sociale par le simple fait de se séparer de l'UE n'est qu'un leurre. La rupture avec l'UE capitaliste doit s'effectuer par le biais de transformations sociales profondes pour mettre le contrôle de l'industrie, du commerce et des moyens financiers entre les mains de la collectivité. Cette politique de transformation sociale aiderait à créer les conditions de l'effacement progressif des rivalités et oppressions nationales et favoriserait l'instauration d'une coopération libre et mutuellement bénéfique entre tous les peuples du continent. Voilà la grande perspective internationaliste et transformatrice que nous voulons pour l'Europe.

Programme et projet de société Pour une approche programmatique plus cohérente

Lorsque nous défendons l'Education Nationale, la Sécurité Sociale, les crèches municipales, le logement social, les retraites et les allocations sociales contre les pressions et menaces des intérêts capitalistes, nous défendons en réalité des conquêtes qui constituent un rempart contre la loi du profit au sein même du système capitaliste. Il en va de même, sur le plan politique, pour l'ensemble des droits et libertés démocratiques arrachés par les luttes du passé. Ces acquis sont à la fois le fruit des luttes anciennes et un gage, un atout, au regard de nos luttes futures. Comment imaginer, par exemple, aller dans le sens du progrès social si nous permettons aux forces du capital de miner et dégrader l'Education Nationale ? Le fait que ces conquêtes sont incompatibles avec la rapacité insatiable du capitalisme contemporain se voit dans les attaques incessantes dont elles font l'objet de la part de la classe dirigeante et des gouvernements à son service, qui veulent transformer l'éducation, la retraite, le logement et la santé en autant de domaines livrés au profit et aux privilèges.

L'un des défis majeurs que nous devons relever est celui de faire comprendre à la population que notre action politique concerne ses propres préoccupations concrètes et immédiates, que le communisme est un combat d'aujourd'hui, en prise avec les réalités d'ici et maintenant. Le communisme, de notre point de vue, ne saurait être réduit à une vague « visée », à un avenir utopique lointain. C'est au contraire une lutte de tous les jours pour la défense et l'extension de tout ce qui constitue les éléments, dans le présent, de la société communiste future. On peut considérer tout ce qui a été extrait du champ du profit et de l'exploitation capitalistes, tout ce qui résiste au pouvoir patronal, tout ce qui favorise le partage, la socialisation, la mise en commun des ressources, comme autant d'éléments « communistes » au sein même de la société capitaliste. C'est le cas de la Sécurité Sociale, des services de santé, du logement social, de l'enseignement public, de l'accès populaire aux universités, des services publics et infrastructures municipales. C'est le cas également du salaire à la qualification des fonctionnaires : libérés du chantage à l'emploi, ils sont la preuve vivante que l'on peut produire de la valeur sans avoir à valoriser de capital. Ce n'est pas pour rien que ces remparts sociaux contre la toute-puissance capitaliste sont dans le collimateur du MEDEF et des gouvernements successifs à son service. Faisons comprendre à tous que les communistes ont toujours été en première ligne des luttes pour ces conquêtes sociales et sont aujourd'hui parmi leurs défenseurs les plus ardents ! Voilà ce que c'est que le communisme. Oui, nous voudrions en finir avec le système capitaliste. C'est bien notre objectif à terme, car nous savons que la seule façon de vraiment défendre, consolider, et définitivement améliorer les conquêtes sociales passe par l'abolition de l'ordre social actuel, dans lequel une classe – quoique fortement minoritaire – dispose d'un pouvoir colossal pour imposer sa loi dans tous les domaines. Mais dans l'immédiat, nous luttons de toutes nos forces pour défendre et renforcer les conditions de vie de la masse de la population, face à la cupidité et le despotisme capitalistes.

Les luttes engagées pour la défense et l'extension des conquêtes sociales – comme par exemple l'extension des droits démocratiques dans le monde des entreprises et les lieux de travail en général – ne sont pas du « réformisme ». Il s'agit, au contraire, de luttes d'une portée hautement révolutionnaire visant à renforcer la position des forces sociales progressistes qui pourront un jour, nous l'espérons bien, en finir avec le capitalisme.

Le pouvoir de la classe capitaliste provient essentiellement de sa possession de l'industrie, des banques, et de pratiquement tous les rouages de l'économie. Tant que ce pouvoir restera intact, les droits, les conditions d'existence et les perspectives d'avenir des travailleurs et de la masse de la population seront constamment en danger. C'est pour cette raison que la suppression de la propriété capitaliste des grands moyens de production et d'échange, plaçant le contrôle démocratique de l'économie et de l'administration de l'Etat entre les mains de la société dans son ensemble, constitue la condition indispensable de l'évolution de la société vers le communisme.

Le programme politique du parti doit se rapporter à son projet de société - l'un ne va pas sans l'autre - sous peine de tomber dans l'incohérence. Par exemple, lorsque nous présentons nos revendications pour l'augmentation des salaires, pour la réduction de la semaine de travail sans perte de salaire, pour l'extension des droits des salariés ou encore le droit de veto des organisations syndicales relatif aux restructurations et aux licenciements, les salariés nous répondent souvent qu'il suffirait d'appliquer ne serait-ce que le quart de ce programme pour que les employeurs mettent la clé sous la porte. Comment répondre à cette objection sans remettre en cause la propriété capitaliste des entreprises ? Quel capitaliste, après tout, accepterait d'investir dans une entreprise où ses décisions peuvent être annulées par les salariés et où ses profits sont réduits par des augmentations de salaire et des réductions d'horaires ? Le profit constitue la force motrice du capitalisme. Y porter atteinte nous expose aux représailles, aux licenciements, aux délocalisations et fermetures. Seule l'appropriation sociale des entreprises permettrait de priver les capitalistes des puissants moyens de rétorsion dont ils disposent actuellement.

Il y a un certain nombre de secteurs d'activité où il serait relativement facile de convaincre l'opinion publique que l'appropriation sociale sous contrôle démocratique serait dans l'intérêt général. Parmi ces secteurs se trouve celui de l'industrie pharmaceutique. Les grandes firmes pharmaceutiques prétendent que leurs profits massifs ne sont qu'un juste retour sur investissement. Or, la recherche du profit dans le domaine de la santé publique a des effets pervers, comme l'a montré, entre autres, l'affaire du Médiateur. La vente de médicaments peut se poursuivre des années après l'apparition des premières preuves de leur nocivité.

Il y a clairement un conflit d'intérêts entre la santé publique et les capitalistes qui voient celle-ci comme une source de profits. Des domaines entiers de la recherche sont pratiquement abandonnés pour la simple raison que le coût de fabrication, du développement à sa production, est jugé trop élevé par rapport aux bénéfices escomptés. Par ailleurs le coût réel est souvent loin de celui affiché par les entreprises du secteur. Les plus grandes entreprises pharmaceutiques dépensent en moyenne deux fois plus pour la promotion commerciale d'un produit que pour la recherche nécessaire à son développement, sans parler des dividendes massifs versés aux actionnaires. Les laboratoires dépendent largement de l'argent public, sous forme de crédits d'impôt, de subventions publiques directes et surtout par le remboursement des médicaments par le système d'assurance maladie. Ainsi, l'argent de l'Etat contribue aux dividendes versés aux actionnaires de l'industrie.

L'appropriation sociale de ce secteur permettrait d'en faire un service public de recherche et de production de médicaments. Elle permettrait de réduire le coût des médicaments. Sans

actionnaires, pas de dividendes à verser. Ensuite, le coût exorbitant du marketing disparaîtrait. L'argent englouti dans la publicité serait mobilisé à d'autres fins, dont par exemple la formation des soignants. Les domaines de recherche négligés pour cause de rentabilité insuffisante pourront être relancés, tandis que les médicaments dangereux ou inutiles pourront être retirés. Enfin, au-delà de nos frontières, nous pourrions mieux répondre aux besoins des pays pauvres, où, chaque année, des centaines de milliers de personnes meurent, faute de soins élémentaires.

Nous avons pris l'industrie pharmaceutique en exemple, mais nous devrions développer notre argumentation en faveur de l'expropriation des capitalistes et l'appropriation sociale en ce qui concerne bien d'autres industries, grandes entreprises – Air France, Carrefour, EDF, Areva, Orange, Renault etc. – et secteurs d'activité. Bref essentiellement les poids lourds du CAC 40 qui constituent des éléments clés de l'activité économique du pays. Ce serait un moyen, là aussi, de rendre l'action militante immédiate du parti plus pertinente et plus compréhensible aux yeux du grand public et de convaincre nos concitoyens qu'il y a bien une alternative possible au système capitaliste. Cela devrait nous permettre de regagner du terrain en termes d'adhésions et d'implantation sociale et syndicale, et d'élargir les bases électorales du PCF.

Prendre le pouvoir sur le capital

Le PCF insiste, à juste titre, sur le rôle néfaste et parasitaire de la « finance » capitaliste. Les banques, les fonds d'investissement et tous les grands acteurs du secteur financier sont impliqués dans le saccage économique et social, détournant des sommes colossales d'argent vers des opérations spéculatives au détriment des investissements dans l'économie réelle. La fraude fiscale se pratique à une échelle massive. En même temps, le secteur financier est au premier rang des partisans de la régression sociale, de la destruction des services publics et du Code du Travail. Clairement, dans sa lutte pour défendre les intérêts du monde du travail, le parti a besoin de montrer à la population qu'il y a une alternative à la domination du capital financier, et de formuler dans son programme une série de mesures décisives qui incarnent cette alternative et dont la mise en application mettrait fin à l'emprise du capital financier sur la vie économique et sociale du pays.

La partie de La France en Commun consacrée à cette question fondamentale s'ouvre, en effet, en déclarant la nécessité de « prendre le pouvoir sur la finance » et décrit cet objectif comme une bataille politique décisive pour pouvoir répondre à ce que demande le peuple. Cependant, il faut retravailler les propositions concrètes de cette partie très importante de notre programme afin d'indiquer comment nous pourrions réellement atteindre cet objectif.

La France en Commun représente un progrès par rapport aux versions précédentes du programme du PCF, dans la mesure où il réclame la nationalisation de deux banques importantes : BNP Paribas et la Société Générale. La nationalisation des banques ne figurait plus dans le programme du parti depuis les privatisations bancaires réalisées sous le gouvernement de la « gauche plurielle » de 1997-2002, dont celles du Crédit Lyonnais, du CIC, du Crédit Foncier et de la SMC. Pendant vingt ans, congrès après congrès, tous les amendements favorables à cette mesure ont été systématiquement écartés par les commissions mises en place par la direction. La réintroduction de cette revendication, même si elle ne concerne que deux groupes bancaires, est donc un pas en avant.

Les nationalisations proposées (nous préférons dire « appropriations sociales ») s'inscrivent dans un projet qui constitue la mesure la plus importante dans cette partie du programme, à savoir la création d'un pôle public bancaire autour de la Caisse des dépôts et consignations, la Banque publique d'investissement et la Banque postale. Ce pôle aurait pour mission de peser

dans l'orientation du crédit, favorisant la création d'emplois et de richesses. Mais pourquoi se limiter à la nationalisation de BNP Paribas et de la Société Générale et laisser des groupes comme Crédit Agricole-LCL et la BPCE dans le secteur capitaliste ? Dans ce cas, la classe capitaliste conserverait sa position dominante dans le secteur financier et l'existence d'un pôle public n'empêcherait pas les capitalistes d'investir les gigantesques ressources financières dont ils disposent dans des opérations spéculatives. La création d'un pôle public en concurrence avec le secteur privé ne suffira pas pour atteindre l'objectif de prendre le pouvoir sur la finance. Il faut supprimer le contrôle capitaliste de l'ensemble du secteur.

Ce n'est que par l'appropriation sociale et la gestion démocratique de l'ensemble du secteur financier – de toutes les banques, de tous leurs avoirs dans l'infrastructure industrielle et commerciale du pays, et de tous les organismes de crédit et des assurances – que nous pourrions avoir un impact décisif sur l'orientation des investissements. Et encore, comme le montre l'expérience des nationalisations réalisées sous le gouvernement Mitterrand-Mauroy (1981-1984), cela ne suffirait pas pour briser l'emprise des capitalistes sur l'économie nationale. Un système bancaire public ne pourrait pleinement réaliser sa mission que si tous les secteurs clés de l'économie étaient eux aussi transformés en propriété publique, jetant ainsi les bases d'une planification coordonnée des capacités productives et financières du pays dans l'intérêt de l'ensemble de la population. Sur ces bases-là, nous pourrions par exemple envisager de financer de grands projets d'investissements publics non plus par l'emprunt mais par les ressources accumulées de la collectivité. Les richesses créées par les travailleurs seraient mises en commun pour enrichir la société dans son ensemble.

Dans le domaine de la « finance », comme dans tous les autres, nous ne sommes pas contre des propositions de réformes lorsque celles-ci ont un contenu concret et lorsque leur réalisation est véritablement à la portée de notre combat. Mais tout ne peut pas être réformé. Lorsque nous lisons dans les propositions du parti qu'il faudrait réformer le FMI et l'OMC, on se demande bien qui pourrait accomplir la réforme en question. Sous le capitalisme, on ne fera jamais du FMI, de l'OMC, de la BCE ou de la réserve Fédérale des instruments du progrès social. Nous n'avons absolument aucune prise possible sur ces institutions. Nos propositions de « réforme » sous le capitalisme doivent être, certes, ambitieuses, mais aussi pratiquement réalisables, à la portée des forces sociales que nous cherchons à mobiliser pour les accomplir.

En présentant un programme communiste qui s'attaque à la racine de la crise sociale et économique, à savoir le pouvoir économique – et donc politique et social – de la classe capitaliste, nous pourrions non seulement annoncer la fin de la spéculation financière comme un objectif, mais indiquer concrètement comment nous comptons y parvenir, plaçant le contrôle et l'utilisation des richesses générées par le travail entre les mains du peuple et de ses représentants élus, ouvrant la perspective d'une réduction importante des inégalités, de l'élimination progressive de la précarité de l'emploi et du chômage et d'une élévation du niveau de vie de la population. Si nous prenons au sérieux l'objectif d'un « dépassement du capitalisme », nous devons nous efforcer de traduire ce dépassement en mesures concrètes dans notre programme général, pour que tous les citoyens puissent se convaincre qu'il ne s'agit pas, chez les communistes, d'une phrase creuse et qu'ils se rendent compte de l'impact positif de notre projet de société sur leurs conditions de vie.

Protection de l'environnement
Produire autrement

La question environnementale et la préservation des équilibres écologiques constituent un enjeu majeur de notre lutte pour changer la société. Sous le mode de production actuel, dont la force motrice est la recherche du profit, l'enrichissement des capitalistes passe avant la protection de l'environnement, dont le saccage – avec ses graves répercussions sur la santé publique – est l'une des manifestations les plus effroyables de l'impasse dans laquelle le système capitaliste pousse l'humanité.

Le capitalisme repose sur l'exploitation des hommes, mais aussi sur l'exploitation sans limites de la nature. Son impact dans ce domaine est à la mesure de son impact sur les conditions de vie de la majorité de la population mondiale. Au nom du profit, l'atmosphère, les terres, les océans, les mers et les rivières sont polluées. Des produits alimentaires sont dénaturés, empoisonnés. Des techniques de production nocives et la surexploitation irresponsable des ressources naturelles compromettent l'avenir de la planète et provoquent au passage des conséquences sociales et économiques parfois désastreuses. La prise de conscience de cette réalité fait que la question environnementale prend une place de plus en plus importante dans les débats. La nécessité de « produire autrement » revient constamment dans la revendication sociale. Qu'il s'agisse de l'utilisation abusive des OGM, des problèmes associés au gaz de schiste, aux pesticides, à la déforestation ou à la pêche intensive, etc., la gestion des ressources de la planète implique une planification démocratique de la production dans l'intérêt de l'ensemble de la société.

À la différence des gouvernements et des partis liés aux intérêts capitalistes qui se bornent à une exploitation politique des questions écologiques, le PCF peut présenter un projet radical pour traiter ces questions, en dépassant les limites de la domination capitaliste qui en est la cause. Comment peut-on prétendre, à la manière des politiciens « verts », que les vastes problématiques écologiques et sanitaires dont il est question peuvent être dissociées de l'ordre social existant, ou que la « protection de l'environnement » est compatible avec le capitalisme ? En réalité, la transformation nécessaire des méthodes et des critères du processus productif, pour que l'activité économique dans toutes ses dimensions réponde aux besoins sociaux et favorise l'épanouissement des peuples, implique au contraire la suppression de l'emprise capitaliste sur les moyens de production. Elle implique la réorganisation de la société sur de nouvelles bases, par l'extension et l'approfondissement de la démocratie à toutes les sphères de l'activité sociale, y compris celle des entreprises et autres lieux de travail.

Tout en luttant pour chaque avancée possible sur ce chemin dans le cadre du capitalisme, nous devons constamment insister sur cet objectif révolutionnaire du PCF. En définitive, « produire autrement » à grande échelle ne sera possible que par le renversement du pouvoir économique de la classe capitaliste. Cette approche nous permettra de nous distinguer de l'« écologisme bourgeois » (qui se plaint des problèmes environnementaux sans remettre en cause le capitalisme) et de gagner à la cause communiste de nombreux militants engagés dans la lutte pour la protection de l'environnement. C'est un axe majeur du renforcement et de la reconstruction du parti.

Cela fait partie de la bataille idéologique que nous avons à mener. En réaction au « productivisme » capitaliste et aux menaces qui pèsent sur l'environnement, il arrive que certains soient tentés par l'option de la « décroissance ». Ce terme général recouvre, il est vrai, un large éventail d'orientations différentes. Il peut même s'agir d'un rejet en bloc de la technologie industrielle et un désir de revenir aux modes de production les plus primitifs. Pour nous, en revanche, la technologie en soi n'est pas le problème. Tout dépend de qui la possède et des critères qui régissent son utilisation. Sous le capitalisme, les innovations technologiques servent à augmenter le taux d'exploitation de la main d'œuvre, produire moins cher, éliminer

les concurrents et augmenter la rentabilité. Une nouvelle technique productive permet aux capitalistes de se débarrasser de certains salariés et d'intensifier l'exploitation de ceux qu'ils gardent. Tout ce qui les intéresse, c'est le profit.

À nous d'expliquer que cette utilisation anti-sociale de la technologie n'est pas une fatalité. Loin d'être une malédiction ou un facteur de destruction d'emploi et de régression sociale, les avancées technologiques peuvent être un facteur puissant d'émancipation humaine. Mais pour cela, l'exploitation de ces avancées ne doit plus être sous le contrôle des capitalistes, car on ne peut pas planifier ce que l'on ne contrôle pas. Aussi la planification écologique devra-t-elle se fonder, pour être efficace, sur une planification démocratique de l'ensemble des grands leviers de l'économie : banques, industries, transports, etc. Le secteur énergétique et le réseau de traitement et de distribution de l'eau devraient être propriété publique à 100%. Pour préserver l'environnement et les grands équilibres écologiques, il est indispensable de libérer l'économie de l'emprise de la classe capitaliste. Dans une économie planifiée et gérée démocratiquement dans l'intérêt du plus grand nombre, la technologie pourrait servir à élever le niveau de vie et à réduire progressivement le temps de travail de tous. Ainsi, la maîtrise de l'outil productif, la gestion responsable et soucieuse de l'avenir des matières premières, le choix et la finalité de ce qui est produit sont autant de questions fondamentales pour l'humanité. Elles se trouvent au cœur de notre projet communiste.

Dans ce domaine comme dans tous les autres, le communisme est une politique directement en prise avec les conditions de vie de tous. « Produire autrement » est un enjeu concret et immédiat de la lutte des classes. La déstabilisation de l'écosystème ajoute à l'urgence d'en finir avec le capitalisme. Si nous arrivons à faire passer cette idée auprès de la population, nous pourrions considérablement renforcer la position du PCF et contribuer à l'émergence d'un mouvement de masse contre le capitalisme.

L'internationalisme, au cœur de nos luttes ici et ailleurs

Dans le Manifeste Communiste, Karl Marx et Friedrich Engels affirment que les travailleurs « n'ont pas de patrie ». Ceci ne signifie pas que nous sommes indifférents au pays dans lequel nous vivons ou à son destin. Cela reviendrait à dire que nous serions insensibles aux conditions politiques, sociales et culturelles dans lesquelles nous militons. Cela signifie, par contre, que les communistes ne déterminent pas leur attitude envers les problèmes qui se posent d'un point de vue étroitement « national » ou « patriotique », mais du point de vue des intérêts communs de tous les travailleurs, indépendamment de considérations de nationalité, de sexe, de couleur, de langue ou de religion. Alors que les capitalistes et leurs représentants politiques, suivant le principe de « diviser pour mieux régner », veulent dresser les citoyens les uns contre les autres et semer haine et rivalité, nous cherchons partout à développer l'unité et la solidarité.

L'internationalisme anime tout d'abord notre action militante sur le terrain, ici en France, par exemple dans la lutte pour défendre le droit d'asile contre la législation raciste, répressive et rétrograde d'Emmanuel Macron. Le discours gouvernemental, visant à stigmatiser et à refouler les migrants qui se dirigent vers l'Europe en fuyant la guerre et la famine dans leurs pays d'origine, est directement emprunté aux organisations racistes comme le Front National. Nous y résisterons de toutes nos forces.

En Europe, en Amérique latine, en Afrique, en Palestine, à Cuba, partout où les peuples sont en lutte pour résister au capitalisme et à l'impérialisme, pour la paix et pour leur propre émancipation sociale et politique, ils peuvent compter sur le soutien et la solidarité des communistes de France. C'est aussi au nom de notre internationalisme que nous devons nous

opposer aux guerres impérialistes, dont les conséquences sont désastreuses pour l'humanité. Les interventions militaires en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Irak et en Syrie ont été menées au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais derrière ce prétexte se cachent les intérêts économiques et stratégiques des puissances impérialistes. Les communistes exposeront systématiquement l'hypocrisie des justifications officielles des guerres au Moyen-Orient et expliqueront les véritables intérêts en jeu. Ils exigent le retrait de la France de l'OTAN et s'opposent à toutes les « grandes coalitions » destructrices, aux États d'urgence et à toute la panoplie meurtrière de la guerre impérialiste.

Nous voulons être compris dans notre opposition à la guerre, mais ne chercherons pas un consensus avec l'« opinion publique ». Celle-ci peut être manipulée, fabriquée par la machine politico-médiatique et par tous les moyens dont le capitalisme dispose pour l'influencer. Par conséquent, même si notre opposition à la guerre n'est pas toujours « comprise », nous ne nous bornerons pas à dire ce que les gens sont immédiatement prêts à entendre. Nous leur dirons la vérité.

La stratégie politique et électorale du parti

La décision de convoquer un congrès extraordinaire de notre parti a été prise dans la foulée du bilan désastreux de la stratégie politique et électorale adoptée par sa direction pour les élections présidentielle et législatives de 2017. Les différentes initiatives organisées par sa direction en vue de la préparation du congrès – débats, colloques, Etats Généraux du Progrès Social – ne sont évidemment pas inutiles, mais ne répondent malheureusement pas au profond malaise résultant du comportement confus et erratique de la direction pendant toute la période pré-électorale. Après une longue période de contraction de la base militante, sociale et électorale, et, par conséquent, financière du parti, l'année 2017, malgré les opportunités qu'elle présentait pour inverser ce déclin, a été l'occasion d'un nouvel affaiblissement, avec une direction divisée au sujet de la question de la candidature présidentielle, à propos des rapports avec La France Insoumise ou le Parti Socialiste, et une base militante – constamment prise au dépourvue par les soubresauts des orientations « stratégiques » de la direction – gagnée par un sentiment de désorientation, de perplexité et de découragement. En disant ceci, nous ne faisons que reprendre la teneur des bilans dressés dans les contributions de nombreux dirigeants nationaux eux-mêmes.

La première d'une longue série de décisions surprenantes prises au sommet du parti était le ralliement inattendu et contraire à nos traditions au projet d'une « primaire » pour désigner un candidat présidentiel de « toute la gauche ». Le projet s'inspirait directement du mode de désignation des candidats en vogue aux Etats-Unis. Or, dans son principe même, la primaire est la négation du droit démocratique des communistes dans le choix de leur candidat, au profit d'une masse de participants divers et variés – et largement sous influence médiatique – qui déterminerait, à la place des communistes, le candidat présidentiel que le parti aurait à soutenir.

De toute façon, l'idée d'une candidature de « toute la gauche » était mort-née dès le départ. Plusieurs formations de gauche, dont, bien évidemment, La France Insoumise, avaient déjà déclaré leurs propres candidats. Toutes les démarches menées par la direction de notre parti auprès de telle ou telle personnalité « de gauche » ont été totalement infructueuses. Leur seul résultat était une énorme perte de temps - grandement à l'avantage de nos rivaux et adversaires -, et l'effacement politique et médiatique du PCF. S'il est inutile, ici, de détailler tous les épisodes de cette douloureuse période pré-électorale, notons tout de même qu'à la veille de la Conférence Nationale de novembre 2016, après avoir consacré plusieurs mois à la recherche d'une candidature dite « de rassemblement » pour concurrencer celle de Jean-Luc

Mélenchon, l'annonce surprise du ralliement à cette dernière de la part du secrétaire national n'a fait que semer davantage de confusion dans les rangs du parti et de son électorat potentiel. La conférence elle-même a tranché en faveur d'une candidature communiste. Et si, en fin de compte, les militants ont voté majoritairement pour soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, c'est sans doute parce qu'à ce stade extrêmement tardif, aucune autre perspective ne leur semblait ouverte. Ce soutien n'avait plus qu'à être encaissé par le candidat bénéficiaire sans rien avoir à donner en échange.

L'absence d'une candidature présidentielle communiste et l'enlisement de sa direction dans la recherche infructueuse d'une « candidature de rassemblement » a relégué le PCF à l'arrière-plan de la campagne présidentielle, le rendant largement invisible politiquement, et presque totalement ignoré médiatiquement. Cette situation ne pouvait que desservir le parti dans les élections législatives.

Pour une candidature présidentielle communiste et une stratégie politique lisible

Depuis plus d'une décennie maintenant, la plupart des dirigeants du parti ont considéré que le PCF ne devrait pas présenter un candidat aux élections présidentielles. Le score particulièrement décevant obtenu à l'élection présidentielle de 2007 (1,93%) semblent être à l'origine de cette prise de position. Au lieu de se poser la question des raisons profondes du recul électoral du parti – qui n'étaient pas sans rapport, à notre avis, avec la « mutation » des années 90 et la participation calamiteuse au gouvernement Jospin entre 1997 et 2002 – nous avons cherché à masquer la contraction de notre base électorale en se rangeant derrière un candidat non communiste. Il est clair, désormais, que cette approche n'a réglé aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés et, au contraire, n'a fait que contribuer à nous affaiblir. Le candidat que nous avons soutenu en 2012 s'est retourné contre le parti dès lors qu'il se sentait capable de s'en passer. En 2017, la direction du parti était divisée à propos de Jean-Luc Mélenchon, mais considérait de part et d'autre qu'une candidature communiste était hors de question. Les voix qui s'élevaient en faveur d'une candidature communiste n'ont pas été entendues.

Il est grand temps de relever la tête, et d'affirmer haut et fort ce que nous sommes et ce que nous voulons, en nous donnant un profil électoral et politique aussi nettement identifiable que possible. Et cela passe, entre autres, par le fait de marcher sous notre propre drapeau autour de nos propres candidats. Le PCF, malgré les difficultés qu'il a dû affronter, est toujours l'organisation politique la plus nombreuse de la gauche française. Il a des dizaines de milliers d'adhérents. Il représente une longue tradition de luttes et de résistances. Il incarne, en conséquence, une vaste expérience politique. Il compte des milliers d'élus. Il y a L'Humanité et L'Humanité Dimanche qui sont des atouts importants. Son nom, Parti Communiste Français, laisse entendre qu'il porte un projet de grande envergure pour le pays. Et pourtant, à l'élection présidentielle, il ne présente pas de candidat ! N'y a-t-il pas là quelque chose d'incohérent, d'incompréhensible ? Ne faut-il pas mettre notre image en adéquation avec la portée de notre projet ? Si nous ne prenons pas au sérieux nos idées, notre programme, notre ambition pour la France, au point de ne nous attribuer d'autre rôle que celui de porte-valise pour d'autres forces politiques, pourquoi l'électorat devrait-il le faire ?

En 2017, nous aurions dû déclarer une candidature communiste longtemps avant les élections et nous mettre au travail, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les médias, partout pour populariser notre programme et mobiliser nos soutiens. Et si jamais, à l'approche du scrutin, nous pensions que le maintien de notre candidature pouvait être perçu comme un obstacle ou

un facteur de division favorable à la droite, nous aurions toujours eu l'option – à prendre ou à laisser, selon les circonstances et selon l'avis des communistes – de nous retirer sur la base d'un accord électoral plus ou moins équitable.

À bien des égards, La France Insoumise a profité de nos faiblesses. La confusion autour de la stratégie du parti pendant la période pré-électorale lui a ouvert un boulevard. Essentiellement, La France Insoumise a repris le réformisme social-démocrate que le PS a abandonné lors de son virage droitier au milieu des années 80, même si son programme est moins ambitieux que le programme socialiste de 1981. Comme Mitterrand à l'époque, il est vrai que Jean-Luc Mélenchon suscite un certain enthousiasme populaire. Il constitue la principale force d'opposition au gouvernement d'Emmanuel Macron. Mais nous savons ce que le « mitterrandisme » a donné. Le réformisme de Jean-Luc Mélenchon reproduit la faille essentielle du mitterrandisme en ce qu'il représente une combinaison programmatique de mesures sociales progressistes d'une part, et le maintien du capitalisme de l'autre. Or, si ces deux éléments peuvent facilement coexister dans un programme ou un discours, il en est autrement dans la pratique, surtout à notre époque. Lorsqu'il s'agira de mettre ce programme en application, il faudra renoncer à l'un des deux. Le programme de La France Insoumise ne pose pas la question de la propriété capitaliste des grands moyens de production et se concentre sur la nécessité d'une réforme constitutionnelle, qui vient en lieu et place d'objectifs révolutionnaires. Le programme du PCF doit se distinguer de celui de La France Insoumise en reliant les revendications sociales, économiques et politiques du jour à un projet de changement fondamental de la société, à la nécessité de rompre avec le capitalisme.

Par ailleurs, une discussion franche et concluante s'impose dans notre parti au sujet de ses rapports avec le Parti Socialiste. La politique menée par François Hollande était axée sur la défense des intérêts capitalistes sur toute la ligne. Elle a abouti à l'éclatement du PS et à l'émergence du parti d'Emmanuel Macron. Depuis longtemps, le PS n'avait de « socialiste » que le nom. Emmanuel Macron et les transfuges vers son mouvement l'ont jeté comme une vieille chemise. Malgré la tentative des médias de faire passer sa victoire comme le début d'une nouvelle ère politique, dans les faits sa politique n'est que le prolongement de celle du gouvernement précédent. Quant à ce qui reste du Parti Socialiste, on pourrait définir sa politique comme une sorte de « macronisme sans Macron ». Les objectifs politiques de ses dirigeants ne se distinguent de ceux des partis de droite que dans quelques détails secondaires. Ils assument pleinement la politique réactionnaire mise en œuvre sous Hollande, s'attaquant tour à tour aux retraites, à la Sécurité Sociale, aux 35 heures, au Code du Travail, aux droits et aux allocations des plus vulnérables, et persécutant des syndicalistes.

Cette situation pose un problème sérieux pour le PCF, qui se trouve en alliance avec le PS dans de nombreuses municipalités, dont celle de la capitale, et donc tiraillé entre les implications politiques de ces alliances et l'obligation de lutter contre la politique rétrograde de son « allié ». Clairement, cette association avec un PS acquis corps et âme au capitalisme suscite une grande méfiance et incompréhension dans l'électorat actuel et potentiel du PCF. Partout le PS privatise des services publics, impose une plus grande précarité de l'emploi, travaille main dans la main avec les intérêts capitalistes que nous, les communistes, combattons. Combien de temps encore devons-nous accepter d'être en alliance avec ce parti ? Une clarification s'impose à ce propos.

L'indispensable démocratisation du parti

Après le bilan désastreux de la séquence électorale de 2017, le congrès extraordinaire a été décidé afin de répondre au besoin fortement ressenti des militants de « tout mettre à plat » dans les orientations politiques et les formes organisationnelles du parti. Mais le fait que le

congrès extraordinaire a été privé de la possibilité d'aborder les questions statutaires signifie que le problème de la déconnexion entre la direction et la base du parti restera intact. Cependant, même si cet aspect de la vie du parti a été écarté de l'ordre du jour du congrès, il n'en demeure pas moins un facteur déterminant dans l'actualité et les perspectives d'avenir du PCF et ne manquera pas, à ce titre, de figurer dans la réflexion collective des militants avant et après le congrès. C'est pour cette raison que nous tenons à l'aborder ici.

De manière générale, les sections locales du parti sont organisées sur des bases démocratiques. En tout cas, si jamais des dérives devaient se produire à ce niveau, les adhérents disposent de tous les moyens pour y remédier relativement facilement, pour peu qu'ils s'en saisissent correctement. Chacun de nous peut s'exprimer librement dans nos sections, voter l'élection des responsables et exercer un contrôle collectif et démocratique aussi bien sur l'organisation interne que sur l'activité publique. Cette démocratie interne est un atout majeur pour le parti.

Cependant, dans les échelons supérieurs du parti, il y a manifestement des carences majeures dans notre fonctionnement démocratique. La procédure en vigueur pour l'élection du Conseil National n'est qu'une caricature de démocratie. La direction concocte une liste de noms selon des critères peu transparents. Cette liste n'est pas connue des militants du parti avant le congrès, ce qui empêche toute discussion et contestation concernant sa composition. Au cours du Congrès National, elle est enfin présentée aux délégués. Au congrès, la liste imprimée sert aussi de bulletin de vote. Les délégués qui approuvent la liste sont invités à la déposer dans les urnes. Ceux qui ne l'approuvent pas n'y déposent rien. Il n'existe aucun moyen de voter contre, et tout marquage sur le bulletin annule automatiquement sa validité. Ainsi, la composition du nouveau CN proposée par le sortant est inévitablement adoptée à 100 % des voix, indépendamment du nombre de délégués qui l'approuvent vraiment. Cette pratique – qui signifie que son instance dirigeante est effectivement auto-désignée – n'est pas digne de notre parti. Elle confère une autonomie quasi complète à la direction par rapport aux opinions et orientations majoritaires des militants. Cette déconnexion est un thème qui revient souvent dans les discussions des sections. À notre époque, les jeunes et les travailleurs que nous voulons recruter, intégrer dans nos structures, et mobiliser dans notre travail politique, ne comprendront pas et n'accepteront pas cette « verticalité » bureaucratique, où les uns, au sommet, décident et les autres n'ont qu'à suivre. Il y a une exigence d'un fonctionnement démocratique massivement partagée dans les milieux militants que nous devons prendre en compte.

Qui demande une démocratisation se doit de faire des propositions pour aller dans ce sens. Il n'y a pas de recette infaillible dans ce domaine et plusieurs modes de fonctionnement démocratiques possibles mériteraient d'être débattus et évalués en fonction de nos besoins et de considérations pratiques. En tout cas, l'objectif doit être de remettre aux adhérents du parti la possibilité de déterminer aussi simplement et directement que possible la composition de ses instances dirigeantes. Nous ne disons pas que les membres actuels du Conseil National ne méritent pas d'en être. Nous disons tout simplement que personne ne connaît mieux que les militants de base les aptitudes et les qualités des camarades susceptibles de les représenter. Aucun membre du CN remplissant sa mission correctement ne devrait craindre qu'une démocratisation du parti lui coûte sa place.

Parmi les approches démocratiques envisageables, il y a celle d'une répartition des places au CN parmi les fédérations au prorata de leurs effectifs, de sorte que ces places puissent être démocratiquement attribuées, au moyen d'un vote de l'ensemble des camarades de chaque fédération. Ce système aurait l'avantage d'éviter les effets pervers d'un « fonctionnement de

tendances », souvent et malencontreusement présenté comme la seule alternative aux procédures arbitraires actuelles. Les communistes sont massivement hostiles à un fonctionnement interne selon des « tendances », dans lesquelles ils voient une source de division et un risque d'éclatement du parti. Nous ne voulons pas d'un système où un camarade se retrouve au CN, indépendamment de ses qualités militantes, tout simplement parce qu'il faut respecter le pourcentage obtenu par un texte ou un « courant ». Les adhérents de chaque fédération doivent pouvoir voter librement pour les candidats dont la solidité des convictions, le parcours militant, et l'implication pratique dans l'activité du parti leur conviennent.

Loin de nous l'idée de présenter la répartition des places au CN parmi les fédérations au prorata de leurs effectifs comme la seule procédure démocratique possible. Nous pensons, par contre, qu'elle mérite d'être débattue et comparée à d'autres propositions. Mais une chose est certaine : si nous gardons la procédure actuellement en vigueur, qui accorde une très grande autonomie, et la capacité de s'auto-reproduire aux instances dirigeantes, nous ne pourrons pas avancer vers le parti massif, dynamique, ouvert à la participation démocratique pleine et entière de ses militants, qui sont, nous en sommes convaincus, l'une des clés essentielles du redressement organisationnel et politique du PCF.

Le déficit démocratique dont le parti souffre actuellement n'est pas limité à la façon de déterminer la composition de ses instances dirigeantes. Il concerne également l'implication des militants dans l'élaboration de ses orientations politiques. Le système des commissions – dont la composition n'est pas non plus déterminée démocratiquement – qui trient, acceptent ou rejettent les amendements et résolutions émanant des instances de base n'est pas satisfaisant. Les amendements et résolutions ne sont pas communiqués à l'ensemble des adhérents et sont arbitrairement acceptés ou écartés à huit clos sans aucune explication. C'est une forme de « verrouillage » politique dont nous n'avons pas besoin. Une discussion interne et des mesures concrètes s'imposent pour améliorer l'information des militants et démocratiser les procédures en vigueur.

Une réflexion est également nécessaire afin d'améliorer la concertation entre le parti et ses élus dans les différentes instances de la République. Très souvent, ces camarades se battent pour notre cause de façon courageuse et désintéressée. Ils apportent ainsi une contribution très importante à l'efficacité de notre action militante au service de la population. Mais il peut arriver, hélas, que certains élus se laissent impressionner par le prestige et les avantages divers qui peuvent être attachés à leur fonction, au risque de perdre le contact avec la base, et même de se considérer comme libres de toute obligation à son égard. Nous devons réfléchir aux moyens de mieux contrecarrer ce phénomène, de façon à ce que les adhérents puissent exercer dans tous les cas un dialogue constructif avec les élus et un contrôle effectif sur leur travail.

Renforcement des sections, organisation de cellules, travail dans les entreprises et dans les luttes syndicales

Parmi les grandes priorités de notre action militante quotidienne, il y a l'augmentation des effectifs du parti. Ceci n'est pas, bien évidemment, qu'une tâche purement organisationnelle. Le programme du parti, sa stratégie politique et électorale en seront pour beaucoup. En l'état actuel des choses, les sections ont un niveau de viabilité et d'activité très divers selon les cas. Il peut y avoir des raisons différentes à cela. Cependant, de manière générale, il est clair que les sections qui parviennent à s'engager sérieusement dans les luttes locales en travaillant en relation avec la CGT ou d'autres syndicats combattifs peuvent plus facilement se développer que d'autres. Nous devons nous intéresser à tous les combats engagés sur le plan syndical, mais il est évident que, pour des raisons historiques et politiques, nos liens avec la CGT ont

été particulièrement forts dans le passé. Il convient de préserver et de renforcer ces liens en apportant notre soutien aux luttes engagées.

Nous savons tous que les activités liées aux différentes échéances électorales représentent une charge de travail très lourde et qu'elles finissent par absorber une partie considérable du temps et de l'énergie des sections. Mais il faut toujours faire en sorte que les structures locales ne deviennent pas de simples « machines électorales ». Le PCF est l'instrument d'une lutte qui se mène sur plusieurs fronts – social, politique, électoral, idéologique – qui sont indissociables les uns des autres.

À chaque fois que les circonstances le permettent, les sections devraient constituer des cellules dans les quartiers. Les cellules rapprochent les adhérents entre eux, enrichissent l'échange des idées et favorisent une activité militante de proximité en rapport avec la vie des quartiers et des entreprises locales. Des cellules dans les entreprises et autres lieux de travail devraient également être envisagées à chaque fois qu'elles peuvent être établies sur des bases stables et viables. Une augmentation du nombre de cellules de quartier et d'entreprise serait le signe d'un réel progrès dans l'élargissement de la base militante du PCF et contribuerait à la diffusion de L'Humanité et de L'Humanité Dimanche. Le travail que nous avons à faire en direction des entreprises est particulièrement important. Par une plus grande présence dans les entreprises, nous développerons nos réseaux dans l'ensemble de la société. En interne, nous devons nous donner les moyens - en termes de réflexion, de publications et d'organisation - nécessaires à ce travail.

La formation politique de nos militants doit occuper une place plus importante dans le travail du parti. L'étude de l'histoire et des bases théoriques du communisme n'est pas, pour nous, une tâche purement académique. Elle sert à nous armer davantage dans notre lutte contre l'idéologie capitaliste. Des discussions et formations internes peuvent aider dans une certaine mesure, mais la maîtrise des idées fondamentales du marxisme et de l'histoire du mouvement ouvrier implique des lectures, de la réflexion et, par conséquent, un certain investissement personnel. Certaines sections locales ont créé des bibliothèques, par exemple. Par un effort à la fois individuel et collectif dans le domaine de la formation théorique, nous serons mieux à même de répondre aux interrogations de celles et ceux que nous voulons intéresser à notre cause.

Retrouver la vocation révolutionnaire de notre parti pour aborder l'avenir avec confiance

Dans cette contribution, nous ne pouvons évidemment pas traiter tous les problèmes et défis qui mériteraient notre attention. Mais le sens général de ce texte doit être suffisamment clair. Le parti est en difficulté, mais il n'y a pas de fatalité à cela. Aucun des problèmes qui se posent n'est insurmontable. Les prémisses de son redressement sont à la fois programmatiques, stratégiques et organisationnelles.

Notre programme ne saurait se réduire à une liste de revendications ou de propositions. Nous devons lutter pour dissiper la confusion concernant le communisme et clarifier nos objectifs. Une politique communiste ne touchera pas à la propriété des citoyens – leurs biens immobiliers et autres possessions personnelles. La nouvelle société que nous voulons n'aura pas besoin non plus de toucher à la propriété des petits entrepreneurs. Mais un projet communiste digne de ce nom ne peut pas et ne doit pas s'accommoder de la propriété capitaliste des grands moyens de production, d'échange – et donc de la spéculation – qui constituent les piliers principaux de l'économie nationale. C'est précisément la propriété privée de ces moyens-là qui confère un immense pouvoir économique et politique à la classe

capitaliste et lui donne la possibilité de soumettre l'ensemble de la société à ses intérêts égoïstes.

Ainsi, nous avons besoin de libérer le programme du parti de son enveloppe « humaniste » et lui donner un contenu clairement révolutionnaire, ouvrant la voie à une rupture décisive avec le capitalisme. Historiquement, le PCF a émergé en rupture avec le réformisme social-démocrate, pour lequel il n'y a pas besoin de sortir du capitalisme et qui se borne à vouloir « guérir les infirmités sociales au moyen de toutes sortes de replâtrage », pour reprendre l'expression employée par les auteurs du Manifeste Communiste. Aujourd'hui, le parti a besoin de retrouver cette vocation révolutionnaire. Si nous parvenons à réorienter le parti dans ce sens, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

Les communistes sont pleinement impliqués dans des luttes concrètes sur de nombreux fronts : emplois, salaires, précarité sous toutes ses formes, services publics, inégalités et discriminations sexistes et racistes, droits démocratiques, défense des « sans-papiers », droit de vote des étrangers, dans le domaine du logement, de l'éducation, de la santé et bien d'autres encore. Ces luttes d'aujourd'hui visent aussi à préparer l'avenir en ouvrant la perspective d'une nouvelle société dans laquelle la grande devise de la révolution de 1789-94 – Liberté, Egalité, Fraternité – pourra enfin devenir une réalité sociale.

Greg Oxley (Section Paris 10)